HAL
open science

Repenser l'égalité d'accès aux bibliothèques : démocratisation

Claude Poissenot

To cite this version:

Claude Poissenot. Repenser l'égalité d'accès aux bibliothèques : démocratisation. BIBLIOthèque(s), 2017, Inégalités territoriales, 88-89, pp.30-35. hal-02963342

HAL Id: hal-02963342

https://hal.science/hal-02963342v1

Submitted on 10 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Claude Poissenot

Enseignant-Chercheur en sociologie

IUT Nancy-Charlemagne/ Centre de REcherche sur les Médiations (CREM)

Université de Lorraine

claude.poissenot@univ-lorraine.fr

Repenser l'égalité d'accès aux bibliothèques

Penser l'égalité d'accès aux bibliothèques dépend de la manière dont celles-ci sont conçues. Quand régnait, de façon légitime et presque unanime, une vision de la culture que les bibliothèques avaient pour mission de promouvoir, la question de l'accès était souvent réduite à sa dimension technique. Nul doute que la qualité de ce qui était offert suffirait à attirer les publics. Il s'agissait donc surtout de penser le maillage du territoire, de porter physiquement la « culture » dans les espaces pensés comme des « déserts » culturels. De la création des BCP et de la multiplication des bibliothèques de quartier au programme des « ruches », du bibliobus aux bibliothèques-relais, l'action publique locale et nationale a largement consisté (et réussi) à améliorer la desserte de tout le territoire. Entre 1973 et 2008, la proportion d'inscrits parmi les résidents des communes a doublé passant de 7% à 14% selon l'enquête Pratiques culturelles des Français. C'est en partie le produit de l'amélioration de quantitative et qualitative de l'offre de lecture publique.

Dans cette vision de la bibliothèque, la question de savoir qui sont les publics à qui on s'adresse compte moins que celle de savoir ce qu'on doit leur apporter. Sociologue, Jean-Claude Passeron a souligné, au contraire, la nécessité de connaître la population pour la convertir à ce qu'on entend lui transmettre. La politique culturelle n'arrive pas sur une terre vierge. Comme il l'écrit : « Culturel ou religieux, le missionnaire rencontre toujours comme limite à son action d'influence la préexistence active d'autres religions ou d'autres cultures[1] ». Autrement dit, l'action en faveur de l'égalité d'accès à la culture devrait passer par une prise en compte des populations à « conquérir » au-delà de la seule amélioration de son accès. Réduire la distance géographique (« mailler le territoire » comme on dit), promouvoir la gratuité et améliorer les horaires d'ouverture sont des conditions sans doute nécessaires mais pas suffisantes. L'augmentation sensible du nombre et de la qualité des

[1] J.-C. Passeron, « Figures et contestations de la culture » in J.-C. Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Nathan, 1991, p. 308.

bibliothèques en France depuis les années 70 ne s'est accompagnée d'aucune augmentation sensible de la propension de la propension à les fréquenter de la part des catégories populaires. Elles ont plutôt améliorer la fréquentation des classes moyennes et supérieures. Comme l'écrivait J. Vialle à partir d'une solide enquête réalisée à Marseille, « si des effets d'entraînement existent, ils profitent surtout à ceux pour qui, justement, la distance physique ne représente pas un obstacle, tant la familiarité qu'ils possèdent avec les institutions culturelles leur donne d'élan[2] ». Il est probable qu'un accroissement significatif des horaires d'ouverture comme le passage à la gratuité systématique y compris pour les adultes ne modifieraient pas fortement la situation. Cela créerait un effet d'aubaine pour les catégories déjà les plus enclines à venir dans les bibliothèques. Il reste que tout nouvel établissement parvient toutefois à capter le peu de publics populaires qui ne fréquentaient jusqu'alors pas ce type d'équipement.

Échec politique et impasse théorique, la démocratisation de la culture par les bibliothèques n'apparaît pas comme une piste prometteuse. Il convient de chercher à penser en d'autres termes la question de l'accès des catégories populaires aux bibliothèques. Pour ce faire, il s'agit d'abord de réfléchir, au-delà de la dimension culturelle légitime, à la diversité des propositions que ce service public peut formuler à l'intention de la population. Cela suppose de renoncer à la vision ancienne de la bibliothèque comme opérateur de prescription culturelle. Cette vision est désormais intenable parce qu'elle entre en contradiction directe avec la manière dont nous nous pensons désormais comme individu dans notre société contemporaine qui valorise l'autonomie personnelle[3]. Et puisque les citoyens mettent en avant « la souveraineté sur soi[4] » et que la fréquentation des bibliothèques n'est pas obligatoire, il s'agit bien de proposer de rendre service à la population et non de rendre un service public y compris contre son gré.

Dans le cadre de cette réflexion, on peut se pencher sur l'offre à destination des catégories populaires. Les classes moyennes et supérieures sont surreprésentées dans les publics des bibliothèques. Elles s'accommodent bien de ce qui leur est proposé et de la manière dont l'institution s'adresse à eux. Pour cette raison, il n'en sera pas directement question dans la suite de ce texte. De leurs côtés, les catégories populaires ne sont pas homogènes dans leur composition, dans leur

---

[2] J. Vialle, *Ecologie d'un espace public : les bibliothèques municipales de Marseille*, Ville de Marseille, 1994, p. 81.

[3] C. Poissenot, « L'irruption de l'usager concret : du service public aux services aux publics » in *Bibliothèque(s)*, n°53-54, 2010, pp. 24-27. Url : http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/59925-53-54-service-public.pdf#page=26 .

[4] Selon la belle formule de D. Martuccelli dans *Grammaires de l'individu* (Gallimard, 2002).

situation et dans leurs aspirations. Pour cette raison, il sera d'abord question de la desserte des quartiers périphériques des grandes villes et ensuite de la manière dont les bibliothèques peuvent s'adresser à ce que C. Guilluy[5] a nommé la « France périphérique ».

Quartiers périphériques

La croissance des grandes villes à partir des années 60 ne s'est pas faite sans création de bibliothèques. Par le développement d' « annexes » dans ces nouveaux quartiers, il s'agissait de rendre possible la fréquentation de cette population qui ne peut massivement se rendre dans les « centrales » situées au cœur des centres historiques. Souvent, ces équipements sont bien implantés au cœur des quartiers facilitant ainsi leur accessibilité physique. Assez souvent aussi, ces lieux ont été bâtis à un moment où la bibliothèque était pensée comme une source de documents plus que comme un lieu de séjour. Cela a pour effet de se traduire par une surface assez limitée.

La population de ces quartiers est marquée par la concentration en leur sein de difficultés sociales et économiques : niveau modeste de formation, taux de chômage élevé, stigmatisation du territoire, criminalité, etc. Dans ce contexte, les bibliothèques peuvent rendre service à la population de plusieurs manières.

Parce qu'elles accordent à la lecture une place majeure, elles soutiennent une vision du monde dans lequel le recul et l'analyse constituent une valeur centrale. Ce sont ces mêmes valeurs qui dominent dans le cadre scolaire. Dès lors, que ce soit pour les élèves ou pour les parents, la bibliothèque offre l'opportunité d'un soutien actif. La prise en compte de cet enjeu se traduit dans des formes multiples. Il peut s'agir de l'offre d'un fonds para-scolaire, sur l'orientation ou la recherche d'emplois (comme à Croix-Rouge à Reims) mais aussi de la mise à disposition d'espaces dédiés au travail scolaire de façon permanente ou dans le cadre d'opérations ponctuelles du type « Passe ton bac ! ». La bibliothèque propose ainsi des ressources à la fraction des jeunes de ces quartiers qui misent sur les études pour améliorer leur sort.

En amont de la trajectoire scolaire, les bibliothèques peuvent également promouvoir la lecture et la familiarisation avec le livre auprès des plus jeunes. L'accueil des familles et des structures liées à la petite enfance puise ton son sens dans cet effort pour améliorer l'accès à la lecture. Plutôt que de devoir ensuite lutter contre l'illettrisme, il n'est pas absurde de contribuer à ce qu'il ne puisse pas apparaître.

---

[5] C. Guilluy, *La France périphérique*, Paris, Flammarion, 2014.

Les quartiers périphériques sont le cadre du développement de certaines formes d'expression qui leur sont propres. Parce qu'elles sont au cœur d'un écosystème dont elles ne peuvent s'abstraire, les bibliothèques sont à même de porter ces références alternatives et émergentes. Il ne s'agit pas de « démagogie » mais de la prise en compte de la population dans la réalité de ses pratiques culturelles spécifiques. Cela peut passer par l'accueil d'artistes, la mise en place d'ateliers d'initiation, la promotion de ces formes d'expression vers les autres quartiers (à l'image de la médiathèque de Moulins qui invite un groupe de rap de Clermont pour un atelier d'écriture et un concert : http://www.lamontagne.fr/moulins/loisirs/scene-musique/2017/03/08/les-rappeurs-clermontois-de-lepicerie-seront-en-concert-a-la-mediatheque-de-moulins-ce-samedi_12311441.html), etc.

Un autre enjeu qui touche, à leur manière, les bibliothèques de quartiers populaires consiste dans la nécessité de faire vivre ensemble des individus et des groupes différents. L'évidence de la fabrication automatique du lien social dans notre société a fait long feu et les signes qui le montrent ne manquent pas (abstentionnisme, vote extrême, sentiment d'isolement, désignation de boucs émissaires, etc.). Proposer des biais pour mettre ensemble les individus et ainsi fabriquer un lien fragile et lui donner une valeur et une visibilité, voici qui animent nombre d'équipements. Cela passe souvent par la mise en mouvement des corps que ce soit par la musique ou l'organisation de moments de commensalité. Le partage de la nourriture est un support ancestral de la relation sociale. Relevons l'initiative de Plaine Commune qui a mis ne place des ateliers « Disco smoothies » pour des enfants et animés par des bibliothécaires. A partir de fruits récupérés chez des marchands du quartier, il s'agissait de produire des smoothies à la fois diététiques et produits d'une forme de recyclage. Pour parachever cette initiative une partie de la production était distribuée dans le quartier comme l'atteste la photo si frappante reproduite ci-dessous.

[Photo de l'enfant avec des smoothies. Légende : Une bibliothèque tournée vers la population comme ici à Plaine Commune.

Crédit photo : Copyright : @plainecommune]

La « France périphérique »

Par-delà les polémiques associées, un des mérites des travaux de C. Guilluy réside dans la mise au jour d'un processus par lequel la pauvreté gagne les zones à l'écart des métropoles. *L'atlas des nouvelles fractures sociales*[6] avait le premier donné à voir cartographiquement les composants et la

[6] C. Guilluy, C. Noyé, *L'atlas des nouvelles fractures sociales*, Paris, Ed. Autrement, 2006.

traduction de cette mutation aussi profonde que discrète. Dans son dernier livre[7], il affine le diagnostic et va jusqu'à parler de « marronnage des classes populaires » pour désigner ce mouvement d'une partie de la population de cette France périphérique qui se place en rupture par rapport aux autorités politiques, économiques et culturelles et cherche à élaborer une contre-société. Son hypothèse (disons plutôt son point de vue) est que ce monde ne se confond pas avec la vision d'un repli sur un entre-soi mais qu'il correspond plutôt à une autre façon de faire société. L'accent est mis sur le lien social à l'échelle locale à l'intérieur d'un milieu social et culturel assez homogène. Plutôt que « citoyens du monde », cette fraction de nos concitoyens se pensent et agissent comme des citoyens d' « ici », du « village ». L'observation « des vies de pauvres[8] » en milieu rural confirme cet ancrage local.

Dans ce contexte, penser la bibliothèque consiste à prendre cette réalité comme base de réflexion. Non, les citoyens de la « France périphérique » ne sont pas massivement ni même majoritairement des soutiens du multiculturalisme ! Ils apprécient les bienfaits de la mondialisation dans leurs pratiques de consommation mais ne se retrouvent pas dans le goût de la diversité. C'est seulement en partant de ce point d'entrée qu'on peut s'adresser à eux. Il sera toujours envisageable de proposer des pistes d'ouverture une fois établie une relation de confiance avec cette population mais l'urgence est à l'établissement d'une relation de confiance. A la lecture du *Laëtitia* d'I. Jablonka[9], on se demande comment ces deux sœurs issues de milieu populaire paupérisé auraient pu croiser la route de bibliothèques dans ces territoires périphériques que sont ceux de Paimboeuf, Pornic ou Machecoul ? Dès lors, quel visage pour la bibliothèque de cette « société populaire sédentaire » dont nous parle C. Guilluy ?

Le premier biais par lequel peut se construire le lien avec les habitants de cette France des petites villes et des villages réside dans le souci du service. Quel est le mode de vie de la population ? Comment prendre place dans les contraintes qui sont les siennes ? Cela signifie une attention aux horaires d'ouverture à la fois en nombre d'heures et en moments choisis. Comment être au service de la population quand la bibliothèque est fermée du samedi midi au mardi midi ? Les « horaires de bureaux » sont-ils ceux qui conviennent le mieux aux actifs qui ajoutent à leurs journées de travail un temps de trajet parfois élevé pour rejoindre la métropole de laquelle ils dépendent ? Pour les habitants sédentaires, le volume des horaires compte sans doute plus que le choix des tranches

---

7 C. Guilluy, *Le crépuscule de la France d'en haut*, Paris, Flammarion, 2016.

8 A. Roche, *Des vies de pauvres : les classes populaires dans le monde rural*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

9 I. Jablonka, *Laëtitia*, Paris, Le Seuil, 2016.

horaires. Dans ces conditions, on ne peut que saluer le choix de la médiathèque de l'Atelier à Condé-sur-Noireau (14) d'ouvrir ses portes dès lors que le personnel est présent soit 36h par semaine ce qui dépasse de loin la moyenne des bibliothèques de 19h observée par l'Observatoire de la lecture publique pour les équipements des communes de 4 à 6000 habitants. Le choix de l'implantation paraît également décisif. La bibliothèque doit être facile d'accès et doté d'un parking. Pourquoi ne pas la placer à proximité de là où les habitants se rendent en masse dans le supermarché qui dessert la commune ou l'intercommunalité ? Le service peut aussi consister à proposer aux inscrits de remplir leur « panier » à partir du catalogue en ligne et de venir le lendemain le retirer de façon expresse (une sorte de « Book Drive »).

Une autre manière de tisser le lien avec cette population consiste à s'inscrire dans la culture qui la rassemble. Concrètement cela peut passer par la question des meilleures ventes, leur acquisition en nombre d'exemplaires suffisant ainsi que leur mise en valeur. Il s'agit de prendre part à cette culture commune quand bien même elle est façonnée par le commerce. Dans les petites communes, s'inscrire dans les pratiques des habitants peut consister à accompagner leurs pratiques de jardinage. Cela peut passer non seulement par les « grainothèques » qui se multiplient sous l'influence de cette prise de conscience grandissante mais également par des séances d'échange autour de cette activité. La petite bibliothèque de La Madeleine-Bouvet dans l'Orne[10] a organisé un « troc-jardin » lors duquel les habitants sont invités à partager des conseils, des pratiques « et même sa bonne humeur ! » comme l'explique la bibliothécaire. Dans un autre registre, la médiathèque de Condé-sur-Noireau propose tous les ans une exposition consacrée à la mémoire locale. Il s'agit de se replonger dans l'univers d'une époque. Cette année, il était question des « années 60 » où étaient présentés des documents sur la ville pendant cette période mais aussi le mode de vie de l'époque avec cette idée suggestive de reconstituer un salon avec mobilier, papier peint, poste radio. Ce faisant, la bibliothèque s'adresse bien sûr aux témoins de cette histoire mais cherche également à la faire partager à tous.

[Photo : Condé Salon 60s. Légende : Un salon « Sixties » et des habitants qui se plongent dans cette époque à Condé-sur-Noireau

Crédit photo : Isabelle Vazard]

---

[10] « Un troc jardin et des astuces, dimanche à La Madeleine-Bouvet », *L'écho Républicain*, 24 septembre 2016, Url : http://www.lechorepublicain.fr/eure-et-loir/actualite/pays/le-perche/2016/09/24/un-troc-jardin-et-des-astuces-dimanche-a-la-madeleine-bouvet_12084459-7477.html#

Chacun pour tous à la bibliothèque !

Une lecture étroite de notre société d'individus pourrait conduire à la conclusion selon laquelle pour que tous les citoyens aient accès à la bibliothèque, il faudrait s'adresser à eux dans leur irréductible singularité. Si l'attention à la personne est bien sûr importante, chacun de nous reste modelé par ses appartenances et son histoire sociales. Les services que la bibliothèque peut nous rendre dépendent largement du contexte dans lequel nous sommes placés. Il s'agit de le comprendre et de le traduire dans une offre à même d'améliorer la vie de nos contemporains.

Rendre service à chacun par un service public c'est déjà inscrire les citoyens dans le cadre de la collectivité. Mais la bibliothèque peut aller bien au-delà en donnant accès à des documents vers lesquels convergent l'intérêt de la population, en rassemblant des individus autour de pratiques qui leurs sont chères ou en donnant vie à des références partagées par les citoyens par-delà ce qui les sépare. Comme l'écrit F. Dubet, « il faut essayer de construire, patiemment et par le bas, quelque chose qui ressemble à une société[11] ». Et d'ajouter que les politiques « les plus efficaces », sont « celles qui passent par la construction d'un tiers commun ». Les bibliothèques (et bien sûr les bibliothèques 3ème lieu) sont un formidable outil pour nouer une nouvelle relation entre les individus eux-mêmes et celles qui construisent avec la collectivité. Pour cela, elles doivent veiller à réduire toutes les formes d'inégalités dans leur accès.

[11] F. Dubet, *Ce qui nous unit : discriminations, égalité et reconnaissance*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 116,